

Quels piliers pour l'unification de la dite gauche radicale ?

mardi 19 juin 2012, par [GILARDI Paolo](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juin 2012).

On ne peut qu'être admiratif face au score de Syriza lors des élections en Grèce ou devant les 23% remportés par le candidat de la gauche, Hamdeen Sabbahi, aux présidentielles égyptiennes.

Porteurs d'espoirs, ces résultats expriment d'abord un refus, celui d'une large part de celles et ceux d'en bas, de continuer à se laisser diriger comme jusqu'ici. Et aussi l'impossibilité, pour ceux d'en haut, de continuer à diriger comme ils l'ont toujours fait.

En plus de l'admiration, ces résultats poussent aussi à l'émulation, au rassemblement, comme pour Syriza, des forces de la gauche radicale au-delà des divergences, des intérêts de chapelle. Même chez nous, les appels se multiplient à dépasser la division.

D'aucuns n'hésitent d'ailleurs pas à l'imputer « aux égos surdimensionnés » des uns et des autres qui ne leur permettraient pas de marcher unis. L'explication est simpliste. Et en aucun cas elle ne permet de s'en sortir si ce n'est en stigmatisant des militants.

Depuis plus de 150 ans qu'il existe, le mouvement ouvrier est traversé par de profondes divisions : marxistes et anarchistes, réformistes et révolutionnaires, maximalistes et collectivistes, trotskistes, maoïstes, bordighistes, la liste est longue. Chaque option a des implications concrètes, des orientations divergentes ; mais le plus souvent, ce sont des pratiques qui ont provoqué schismes et ruptures.

Ce n'est pas l'appel moral à dépasser les divisions qui va en venir à bout dans la mesure où il ne permet pas de saisir la nature des divergences ni les pratiques auxquelles elles sont associées. Pire, l'histoire nous l'a dramatiquement démontré, c'est bien souvent « le droit de ne pas être d'accord » qui a été banni, au nom de « l'unité coûte que coûte »...

Pour nous, c'est dans la confrontation dans l'action des choix des uns et des autres qu'il est possible, si ce n'est de dépasser les divisions, du moins faire la part entre celles qui ont des raisons d'être et les autres. Mais, cela suppose d'agir ensemble, sur le même terrain, celui de l'organisation de celles et ceux d'en bas, pas celui de la gestion de l'ordre bourgeois, de ses institutions. C'est l'un ou l'autre.

En Italie, la participation du Parti de la refondation communiste au gouvernement Prodi avait été placée sous le signe du « parti de lutte et de gouvernement ». A la fin, c'est bel et bien le « gouvernement » qui a pris le dessus sur la « lutte » avec notamment le vote des crédits de guerre par les élus du PRC.

C'est fort de cet exemple pas si vieux que ça, que nous avons proposé, lors de la fondation de La gauche, de faire du refus de participer à tout gouvernement de coalition et des alliances électorales avec les sociaux-libéraux, les piliers de l'unification de la dite gauche radicale.

Balayées au nom de l'unité - elles auraient introduit une... division -, ces deux bornes restent plus que jamais d'actualité, si on veut une gauche de gauche.

Paolo Gilardi

P.-S.

* Editorial paru en Suisse dans l'Anticapitaliste n° 71, le 7 juin 2012.